

Paris, le 7 janvier 2009

Madame/Monsieur,

L'ARCEP a lancé le 18 novembre 2008 une consultation publique sur l'opportunité et les modalités de régulation des services de diffusion audiovisuelle en France. Son objet est de revoir l'analyse du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle que l'ARCEP avait adoptée en 2006 (décisions n° 06-0160 et n° 06-0161) et qui arrive à échéance au 1er avril 2009. Cette consultation publique invite à réfléchir sur l'opportunité de maintenir un dispositif de régulation ex ante et différentes options de régulation sont envisagées.

Les chaînes de télévision mobile personnelle (TMP) suivantes que le Conseil supérieur de l'audiovisuel a retenues à l'issue de son appel à candidatures du 6 novembre 2007 ou qui ont fait l'objet d'une attribution prioritaire de la ressource radioélectrique à la demande du Gouvernement, à savoir Arte, BFM TV, Canal+, Direct 8, EuropaCorp TV, Eurosport, I-Télé, France 2, France 3, M6, NRJ 12, NT1, TF1, Virgin 17 et W9, ont mandaté la société de conseil Greenwich Consulting afin que celle-ci puisse vous transmettre leur réponse ci-jointe commune aux questions 3 et 13 qui les concernent plus particulièrement, avant que l'opérateur de multiplex ne soit constitué.

Nous vous prions d'agréer, Madame/Monsieur, l'expression de nos respectueux hommages.

GREENWICH CONSULTING

S.A. au capital de 250.000 euros

209, rue de l'Université

75007 Paris

RCS Paris B 438 116 329

Greenwich Consulting, au nom de Arte, BFM TV, Canal+,
Direct 8, EuropaCorp TV, Eurosport, I-Télé, France 2,
France 3, M6, NRJ 12, NT1, TF1, Virgin 17 et W9

Réponse des éditeurs TMP à la consultation publique

3. Perspectives de régulation pour le prochain cycle

Dans la suite du présent document, l'Autorité se place dans l'hypothèse où le test des trois critères est vérifié et où une régulation ex ante est mise en œuvre.

c. Sur la délimitation du marché de gros amont pertinent

(ii) Le marché de gros amont des services de diffusion de la télévision hertzienne terrestre à destination des terminaux mobiles

Au vu des récentes évolutions sur ce marché, il convient de s'interroger sur un éventuel changement de périmètre du marché de gros pertinent défini par l'Autorité dans sa décision n° 06-0160. Ces évolutions pourraient en effet conduire à inclure les services de diffusion de la TMP dans le marché.

La TMP, initialement exclue de l'analyse de marché de 2006, devrait en effet être une réalité à horizon trois ans et il convient d'analyser les conditions de commercialisation et de diffusion de ce nouveau service.

Techniquement, il s'agit d'une diffusion hertzienne terrestre avec une chaîne technique de diffusion classique. L'architecture réseau qui sera retenue in fine sera toutefois en partie différente de celle qui prévaut actuellement pour la TNT. D'une part le lancement de la TMP se fera dans le cadre d'une logique d'allotissement, alors que c'est une logique d'assignation qui a prévalu pour la TNT jusqu'ici, d'autre part les caractéristiques des sites nécessaires à la diffusion de la TMP sont susceptibles de différer significativement de celles des sites du réseau principal de la TNT. En effet, les sites de très grande hauteur pourraient ne pas être suffisants pour densifier la couverture et garantir une bonne réception à l'intérieur des immeubles. De ce point de vue, les plus petits sites situés en agglomération, typiquement des sites des opérateurs de téléphonie mobile, s'avèreront sans doute plus nécessaires.

Néanmoins, il n'est pas exclu que l'accès à certains sites existants de TDF, en particulier les sites principaux situés au cœur des grandes agglomérations françaises, permette de couvrir de manière plus efficace l'agglomération en question. En l'absence d'accès à ces infrastructures, les diffuseurs alternatifs pourraient être contraints de multiplier le nombre de site de moindre hauteur pour assurer une couverture similaire, en supportant par ailleurs des coûts et des délais supérieurs.

En tout état de cause, des incertitudes demeurent sur le lancement de la TMP (modèle économique, identité des diffuseurs potentiels, calendrier de déploiement, etc.). Dans ce contexte, au-delà de la question de l'inclusion des services de gros de diffusion de la TMP dans le marché pertinent, il convient de s'interroger sur l'opportunité d'imposer des obligations à TDF sur ce segment de marché.

Question 3 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'exclusion ou l'inclusion dans le marché de gros pertinent, des services de gros de diffusion de la TMP et sur l'opportunité d'imposer des obligations à TDF le cas échéant.

Réponse :

La diffusion de la télévision mobile personnelle (TMP) impliquera la constitution d'un nouveau réseau sur le territoire français dont le coût de déploiement sera significatif. Et c'est essentiellement les difficultés de financement de ce réseau de diffusion à travers les négociations, que les éditeurs TMP ont débütées avec les trois opérateurs mobiles, qui freinent aujourd'hui le lancement de la TMP en France.

L'architecture réseau qui sera retenue in fine sera en partie différente de celle qui prévaut actuellement pour la TNT, notamment car les sites de très grande hauteur ne seront pas suffisants pour densifier la couverture et garantir une bonne réception à l'intérieur des immeubles. De ce point de vue, les plus petits

sites situés en agglomération, typiquement des sites toits-terrasses, s'avèreront également nécessaires pour assurer la qualité de réception prévue dans les conventions des éditeurs.

Cette partie relève du secret des affaires et est confidentielle :

Cependant, les opérateurs mobiles, qui pourraient mettre à contribution leurs sites de diffusion, ont indiqué qu'il leur faudrait environ 18 à 24 mois pour rajouter des antennes d'émission sur les sites de diffusion télécom, ce qui rend incompatible l'utilisation de sites télécom avec le calendrier de démarrage de la TMP, tout du moins, pour les premières phases de déploiement.

Il semblerait également que la mutualisation des sites (et non pas des antennes) ne serait que partiellement possible entre le réseau DVB-H et le réseau télécom. Cette limitation de la mutualisation peut s'expliquer notamment par :

- L'obligation de rediscuter les baux (risque de perte du droit pour le GSM/3G)
- Les contraintes des locaux techniques (manque de place, saturés, etc)
- Les contraintes de limites de champ électromagnétique des sites (demande de mesures des riverains)

Toutefois, de nombreux sites utilisés pour la diffusion de la TMP, communs à la TNT, des points hauts, ne seront pas replicables, et devraient ainsi constituer une infrastructure essentielle. Les diffuseurs alternatifs devraient alors, en effet, multiplier le nombre de sites de moindre hauteur pour assurer une couverture similaire, en supportant par ailleurs des coûts et des délais supérieurs.

Les éditeurs TMP constatent également que TDF est le seul acteur réellement capable de planifier le réseau avec les allotissements définis par le CSA. C'est le seul opérateur, qui, sollicité par les éditeurs TMP dans le cadre de leurs travaux techniques, a été en mesure d'anticiper l'ingénierie du réseau de diffusion de la TMP et de débiter bien en amont de la création de l'opérateur de multiplex, la recherche et la négociation de sites de diffusion nouveaux et déjà existant pour une grande partie. Cela pourrait lui donner un avantage pour favoriser l'opération de ses sites, par rapport à ceux de la concurrence.

Il est évident qu'une plus grande concurrence du marché de gros amont, comme l'expérience l'a montré en TNT, permettrait de réduire significativement les coûts de diffusion, et faciliter ainsi le lancement de la TMP en France.

Les éditeurs TMP souhaitent que l'ARCEP impose à TDF l'obligation de pratiquer des tarifs reflétant les coûts correspondants pour un ensemble de sites non répliquables, et que l'ARCEP impose la proscription des tarifs d'éviction et des tarifs excessifs sur l'ensemble des autres sites de diffusion de la TMP. Les éditeurs sont donc favorables à un scénario appliqué à la TMP similaire au scénario n°2 proposé par l'Autorité à la question 6 sur l'évolution des obligations de contrôle tarifaire dans les remèdes imposés s'agissant de la diffusion de la TNT.

En conclusion, les éditeurs TMP estiment qu'il est nécessaire d'inclure dans le marché de gros pertinent, des services de gros de diffusion de la TMP et souhaitent que l'ARCEP impose des obligations à TDF le cas échéant.

f. Sur l'opportunité d'une régulation du marché aval

Dans le dispositif de régulation actuellement en vigueur, seul le segment amont de la diffusion en mode numérique est régulé.

Dans ses commentaires sur les projets de décisions qui lui avaient été notifiés à l'occasion du premier cycle d'analyse des marchés, la Commission européenne avait souligné que le marché aval, où se rencontrent l'offre des diffuseurs et la demande des éditeurs, nécessitait une analyse de marché conformément aux dispositions de la directive « cadre ».

En pratique, eu égard à ces observations ainsi qu'aux avis du Conseil de la concurrence et du CSA, l'Autorité avait estimé nécessaire d'adopter dans un premier temps les décisions d'analyse du marché de gros amont, avec pour objectif, en permettant à la concurrence entre diffuseurs de se développer, de rendre le marché de gros aval plus concurrentiel.

Dans son avis n° 06-A-01 du 18 janvier 2006, le Conseil de la concurrence relevait qu'en matière de diffusion de la TNT, la concurrence, bien que naissante, avait permis à de nouveaux entrants de s'installer de manière durable avec des contrats d'une durée de cinq ans et qu'elle avait eu une influence positive sur les prix et les conditions des prestations de diffusion aux multiplexes (tarifs orientés à la baisse sous la pression des concurrents de TDF, conditions contractuelles favorables). Le Conseil ajoutait que la concurrence grâce aux appels d'offres organisés par les multiplexes avait renforcé la contestabilité de la position de TDF sur le marché et conclu que ce marché présentait les caractéristiques qui permettaient d'attendre une évolution vers une situation de concurrence effective.

Il pourrait cependant être soutenu, au vu du bilan dressé dans la partie 2 du présent document, que le développement concurrentiel du marché aval demeure limité, en particulier suite aux rachats successifs d'Antalis et d'Emettel par TDF et aux incertitudes liées à l'ouverture du capital de towerCast.

À ce stade, une régulation du marché aval pourrait toutefois ne pas apparaître proportionnée, en particulier au regard des évolutions envisagées ci-avant relatives au maintien éventuel d'une régulation du marché de gros amont, qui pourraient suffire à garantir une concurrence sur ce marché, et de la complexité inhérente à la mise en œuvre opérationnelle d'une telle régulation.

Question 13 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur le maintien de l'absence de régulation ex ante du marché aval des services de diffusion de la télévision en mode numérique, en particulier au regard des propositions formulées par l'Autorité dans le présent document quant à la régulation sur le marché de gros amont correspondant.

Réponse :

Les éditeurs TMP estiment que les propositions formulées par l'Autorité dans sa consultation publique quant à la régulation sur le marché de gros amont ne seront pas de nature à garantir une concurrence suffisante sur ce marché pour ce qui concerne la TMP, et sont par conséquent favorables à la mise en place d'une régulation ex ante du marché aval des services de diffusion de la télévision en mode numérique.